

EXTREMISME VIOLENT DANS LES RÉGIONS ANGLOPHONES, PAIX SOCIALE ET CHANGEMENT DE L'ÉTAT AU CAMEROUN, Catherine NGONO (Université de Ngaoundéré – Cameroun)
catherinengono57@yahoo.fr

Résumé

L'extrémisme politique violent des séparatistes dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (NOSO) du Cameroun depuis 1996, s'est accompagné de la crise du lien social. Elle se manifeste par une expression ouverte de l'identité linguistico-culturelle des Anglophones à l'assaut contre l'État jacobin. Ces revendications évoquent soit le retour au fédéralisme, soit au séparatisme. Bien que l'État se soit engagé dans la résolution de ce conflit armé en mettant en œuvre tous les mécanismes institutionnels, politiques, sociaux, économiques et militaires, cette partie du territoire demeure l'otage des groupes armés séparatistes. L'objectif est de mettre en intelligibilité la résolution de ce conflit par le gouvernement. La question que nous nous posons est de savoir comment le changement de la problématique de l'État-nation peut être appréhendé comme une solution à la violence sociale observée dans le NOSO ? L'hypothèse pose que la paix sociale au NOSO ne peut être construite qu'au travers de la refondation d'un État multiculturel. Le cadre de référence porte sur une sociologie de la construction sociale de la réalité adossée sur une approche dynamiste du social. L'article s'appuie sur la recherche documentaire dont la revue de la littérature est non exhaustive.

Mots clés : Extrémisme violent, régions anglophones, changement de l'État-nation, Paix sociale, Cameroun.

EXTREMISM VIOLENT IN THE ENGLISH-SPEAKING REGIONS, SOCIAL PEACE AND NATION-STATE CHANGE IN CAMEROON

Abstract

Corporatist mobilizations followed by an outbreak of violent political extremism by separatists in the North west and South West of Cameroon since 1996, have been accompanied by the crisis of social ties. It is manifested by an open expression of the linguistic-cultural identity of Anglophones in the assault against the Jacobin hegemonic project. These demands of the English-speaking community refer either to a return to federalism or to separatism. Although the State is committed to resolving this armed conflict by implementing all institutional, political, social, economic and military mechanisms, this part of the territory remains hostage to armed separatist groups. The question we ask ourselves is how can the change in the problem of the nation-state be understood as a solution to the social violence observed in the North West and South West? The hypothesis posits that social peace in the North West and South West can only be built through changing the form of the imported Western nation state. The frame of reference concerns sociology of the social construction of reality based on a

dynamist approach to the social. The article is generally based on documentary research, including a meticulous and non-exhaustive review of the literature on the issue of violence and the nation state based on social peace. The corpus of data comes from the observation of violence at the North West and South West. The objective is to make intelligible the security action of the State on the populations of the North West and South West.

Keywords: Violent extremism, English-speaking regions, nation-state change, social peace, Cameroon.

Introduction

L'État-nation au Cameroun est appréhendé dans des processus de mutation, partant de sa genèse jusqu'à sa phase de maturation. Ces processus renvoient, selon le contexte, à des dynamiques endogènes ou exogènes, lesquelles participent à la formation des différentes définitions de l'État et de la nation. Ceux-ci sont étudiés à partir des théories sociologiques et anthropologiques qui définissent l'État dans ses interactions avec les dynamiques sociales de la société civile. L'État et la nation sont ainsi des productions sociales liées à l'histoire et à la culture de la société avec des acteurs singuliers disposant de leur propre histoire. À ce titre, la nature de l'État est déterminée par la nature de la société qui lui donne corps et signification, à travers les structures, les acteurs, les logiques sociales, mises en situation par les enjeux internes et externes. L'État et la nation comme faits sociaux et historiques sont posés comme les produits d'une histoire et d'une culture appropriées qui portent les marques de la singularité et de l'universalité (Mwayila Tsiyembe, 1990). De ce fait, il est constaté une sorte d'interaction entre l'État et la société, nécessaire et indispensable pour la survie des deux entités. Dès lors, la mise en place de l'État importé au Cameroun (produit de l'extérieur par les puissances coloniales) prend-elle en compte « la nation sociologique », (Mwayila Tsiyembe, 1990, p.487), définie comme un brassage d'individus historiquement, culturellement et politiquement situés les uns par rapport aux autres ? L'État au Cameroun est perçu ainsi comme un acteur centralisateur qui tend à inhiber la dynamique fédératrice établie entre « anglophones » et « francophones » après les indépendances des deux entités.

Bien que le Cameroun passe à la deuxième République en 1982, la nature de l'État ne change pas. Soulignons que la cause la plus évidente de l'importation, mais souvent ignorée par les auteurs dépendancialisés, est la forme de l'État qui comporte dans sa définition même une dimension universalisante. En effet, l'importation du modèle étatique s'enracine dans la « prétention universaliste de l'État » (B. Badie, 1992, p.71). L'État s'est construit en Occident par référence à la raison (par essence universelle). Il s'agit d'un mode d'organisation politique qui n'admet pas la mise en avant des identités particulières. Le principe de différenciation place celles-ci sur un autre plan (sphère privée) que l'espace public étatique est censé transcender au nom de la raison. Les États occidentaux ont été à

l'origine de ce principe et l'ont forgé à leur image, c'est-à-dire qu'ils l'ont construit pour préserver l'ordre interétatique westphalien. Lorsque les sociétés extra-occidentales rentrent dans cet ordre international, elles sont conduites à s'adapter aux formes requises pour y participer. Mais il serait erroné de considérer l'occidentalisation comme le résultat d'un libre choix des élites extra-occidentales. Elle se réalise en grande partie en réponse à des contraintes d'alignement sur les puissances occidentales.

On constate au vue des crises identitaires anglophones qui ont toujours émaillé la scène politique camerounaise, l'échec de la constitution d'une communauté politique nationale au Cameroun, et donc l'échec de l'État importé. Affaibli par ces mobilisations identitaires, l'État importé souffre d'une légitimité précaire et d'une faible capacité politique. Cela démultiplie les espaces sociaux vides, définis comme des « secteurs de la société que la scène politique officielle ne parvient ni à mobiliser ni à contrôler et au sein desquels se déploient des formes d'autorité de substitution qui captent à leur profit des allégeances individuelles » (B. Badie, 1992, p.171). Le principe de territorialité constitue plus qu'un « cadre d'allégeance dépassé », note quant à elle J. Laroche (1998, p. 87). L'État est « mis en échec » jusque dans ses fonctions sécuritaires les plus traditionnelles par des réseaux terroristes « défiés dans son monopole de la violence physique légitime, mais aussi dans son aptitude à préserver et à contrôler la valeur des richesses nationales » (Idem, p.87). La prolifération de menaces intra-étatiques, telles que les revendications séparatistes du NOSO contribue à l'« érosion » de l'État et donc de la paix sociale au Cameroun.

L'objectif heuristique est de mettre en intelligibilité les mécanismes de construction de la paix par l'État dans cette partie du Cameroun. Cet article s'appuie en premier sur une recherche documentaire dont la revue de la littérature est minutieuse et non exhaustive sur les problématiques de la violence dans le NOSO, du changement de l'État et de la paix sociale au Cameroun. Un accent est mis sur les transformations de l'État importé comme socle de la paix sociale dans les régions anglophones enfermées dans la complexité de la violence. Le corpus des données est issu de la recherche documentaire sur la violence au NOSO, des mesures prises par l'État pour endiguer l'extrémisme violent des séparatistes anglophones et les facteurs explicatifs de l'échec des mécanismes de résolutions de cette crise sociopolitique. Les sources sur lesquelles nous nous sommes appuyés sont : les coupures de journaux, les articles scientifiques, les ouvrages scientifiques, etc.

Le cadre de référence porte sur une sociologie de la construction sociale de la réalité adossée sur une approche dynamiste du social. Les dynamiques des revendications politiques et des mouvements sociaux dans la partie anglophone du Cameroun sont mises en relation avec la théorie constructiviste de la paix sociale. La question qui nous préoccupe est savoir comment le passage d'un État jacobin homogénéisant à un État multiculturel peut être appréhendé comme une solution à

la paix sociale dans le NOSO. L'hypothèse retenue pose que la paix sociale dans le NOSO repose sur la réhabilitation de l'État multiculturel et social au Cameroun.

1. Construction de l'État au Cameroun : Du protectorat allemand à la démocratisation

Le rapport de l'International Crisis Group (2017, p.1- 43) sur le problème anglophone au Cameroun présente les dynamiques de construction de l'État camerounais. Le protectorat signé en juillet 1884 entre le gouvernement allemand et les chefs traditionnels Douala crée l'entité politique du Kamerun. La défaite allemande au terme de la première guerre mondiale donne lieu à un partage de ses territoires. La Société des Nations confie à la France et au Royaume-Uni l'administration conjointe du Kamerun. La partie britannique est constituée du Cameroun méridional britannique (Southern Cameroon) et du Cameroun septentrional britannique (Northern Cameroon). De cette administration conjointe va naître des différences de culture politique. Dans la partie sous administration britannique, l'anglais est la langue officielle, la justice (common law), le système éducatif, la monnaie et les normes réglementant la vie sociale épousent le modèle britannique. La pratique du gouvernement indirect permet le maintien des chefferies traditionnelles et favorise l'éclosion d'une forme d'autogouvernement dans la partie britannique. À l'opposé, la partie francophone est directement administrée par la France suivant le modèle assimilationniste. Le français est parlé et les normes sociales, juridiques et politiques de la France façonnent le projet politique centraliste des régimes qui lui succèdent.

La partie francophone devient indépendante le 1^{er} janvier 1960 pour devenir la République du Cameroun. Tandis que les deux parties anglophones sont soumises à un choix lors du référendum du 11 février 1961 organisé par l'ONU, excluant l'option de l'indépendance de cette partie du Cameroun. Seul le ralliement à la République du Cameroun ou le rattachement au Nigeria sont à l'ordre du jour. Le Cameroun méridional britannique (Southern Cameroon) choisit de se rallier au Cameroun et le Cameroun septentrional britannique (Northern Cameroon) se rattache au Nigeria. Ainsi le Southern Cameroon devient indépendant le 1^{er} octobre 1961. Cet état de fait a pour conséquence la formation des antagonismes politiques au sein de l'élite politique de la région anglophone. Emmanuel Endeley, le chef du parti politique Kamerun National Congress (KNC), fait campagne pour le rattachement au Nigeria. John Ngu Foncha, le leader politique du Kamerun National Democratic Party (KNDP), qui s'était retiré du KNC en 1955, Salomon Tandem Muna et Augustine Ngom Jua, font campagne pour la réunification de la partie anglophone avec la République du Cameroun francophone. Les représentants du Southern Cameroon et le Président de la République du Cameroun, Ahmadou Ahidjo, se retrouvent à Foumban du 17 au 21 juillet 1961 pour négocier les termes de la réunification des Cameroun francophone et anglophone. Lors de la Conférence de Foumban se met ainsi en place un État fédéral constitué de deux

États fédérés (le Cameroun occidental et le Cameroun oriental), avec un pouvoir exécutif très fort. L'Assemblée nationale de la République du Cameroun vote la Constitution fédérale en août 1961 et le Président de la République du Cameroun Ahmadou Ahidjo la promulgue le 1er septembre 1961, alors que le Southern Cameroon est encore sous tutelle britannique.

Dans la République Fédérale du Cameroun, c'est le principe de territorialité linguistique qui est en vigueur. Lorsqu'un camerounais traversait la frontière territoriale entre le Cameroun occidental et le Cameroun oriental, il était obligé de changer de langue officielle en vertu du principe de territorialité linguistique. Le passage de la République Fédérale du Cameroun à la République Unie du Cameroun a des conséquences directes sur ce principe de territorialité linguistique. Il est abandonné en faveur du principe de personnalité linguistique. Le camerounais est désormais libre de parler la langue de son choix partout où il est sur le territoire camerounais. Ce principe de personnalité linguistique a des effets sur la reconstruction des espaces circulatoires : les flux migratoires observés sur le terrain vont de la zone linguistique anglophone vers la zone linguistique francophone qui offre le plus d'ouverture sur le marché du travail, les grandes écoles de formation, etc.

La formation du Cameroun en deux blocs linguistiques coloniaux (anglophone et francophone) dès lors, va annihiler les particularismes endogènes (Bassa, Douala, Bakweri, Beti, etc.). Soulignons toutefois que les populations originaires de chacune des deux régions anglophones sont différentes sur le plan culturel et linguistique. Ainsi, la région du Nord-Ouest appartient à l'univers culturo-linguistique Bamiléké de l'Ouest ; alors que la région du Sud-Ouest fait partie intégrante du grand ensemble Sawa *du* littoral. Pourtant, le camerounais n'existe dans le cadre institutionnel que s'il n'est anglophone ou francophone. Les seules langues officielles de communication qui ont été imposées par la violence coloniale sont le français et l'anglais. Mais il s'agissait en réalité d'une sorte de génocide culturel. Toutefois, au regard de la réalité sociale, cette tentative n'a vraiment pas réussi. Au Cameroun, les langues camerounaises sont les plus parlées. Cependant, les dynamiques d'affrontements se jouent et se nouent entre ces deux construits sociaux coloniaux anglophone et francophone imposés et entretenus par les puissances coloniales française et anglaise ; et non pas sur les identités camerounaises « du dedans ». Le déni de la diversité socioculturelle du Cameroun postcolonial, se solde souvent par la mise en marge de ceux qui ne pratiquent pas la langue du colon. Ils sont donc hors système, hors de la gestion des affaires publiques et donc de la gestion de la société. De la négation des particularismes, on passe à la répression de leur forme d'organisation. Les revendications politiques des anglophones suivies d'un extrémisme violent et les faiblesses actuels du Cameroun plongent leurs racines dans ce projet colonialiste franco-britannique qui porte les stigmates belligères.

1.1. Centralisme et unification : construction des dogmes politiques

Le centralisme et l'unification vont être les dogmes politiques du Président Ahmadou Ahidjo. Il est le Président de la République Fédérale et John Ngu Foncha est à la fois Vice-Président de la République et Premier ministre du Cameroun occidental. Les États fédérés constitués ne jouissent pas de l'autonomie financière et dépendent des subventions de l'État fédéral. Cet état de fait va amener les élites de la partie anglophone à mettre en œuvre des dynamiques de compétition interne. Ils vont chercher à s'assurer la meilleure position au niveau fédéral, se préoccupant davantage de plaire au Président de la République Ahmadou Ahidjo que de défendre les intérêts des populations anglophones. Ahmadou Ahidjo quant à lui, va mettre en place des dynamiques d'instrumentalisation de ces rivalités entre les élites anglophones du Nord-Ouest et celles du Sud-Ouest. Ces dynamiques d'instrumentalisation touchent aux clivages culturels et linguistiques entre les élites du Nord-Ouest qui ont des liens culturels et linguistiques avec les « bamiléké » de l'Ouest et les élites anglophones du Sud-Ouest qui partagent le même héritage culturel et linguistique avec le Sawa du littoral de la partie francophone. Les dynamiques de désordre qui en résultent, marquent la rupture entre John Ngu Foncha et Tandem Muna. Ce dernier quitte la Kamerun National Democratic Party (KNDP) fondé en 1965 pour former le Cameroon United Congress (CUC).

En 1966, le Président Ahmadou Ahidjo met en œuvre des dynamiques d'affaiblissement des élites anglophones. Il en appelle à la création d'un parti politique unique dans les deux Cameroun (anglophone et francophone). L'Union Nationale Camerounaise est créée la même année et tous les autres partis sont dissous. Le parti unique fait perdre aux anglophones tout levier institutionnel pour plaider leur cause. Le refoulement des particularismes de la période du parti unique a conduit en période « démocratique » à l'agressivité, à la peur de l'autre, aux sentiments négatifs, ce qui réduit les dispositions de s'ouvrir à l'autre. L'Etat fédéral camerounais est dissout au bénéfice d'une constitution unitaire en 1972. Le 4 novembre 1982, le Président Ahmadou Ahidjo, démissionne de la Présidence de la République et son Premier ministre Paul Biya lui succède immédiatement. L'accession du Président Paul Biya à la tête de l'État du Cameroun va accentuer le centralisme. Il divise la région anglophone en deux provinces le 22 août 1983 (les provinces du Nord-Ouest et du Sud-Ouest). On passe de la République Unie du Cameroun à la République du Cameroun. La deuxième étoile d'or sur le rouge est supprimée, on en garde qu'une seule. Les années 1990 connaissent le passage d'un système à parti unique au pluralisme politique, à cet effet les anglophones demandent le retour au fédéralisme. Le Comité Consultatif de révision de la Constitution rejette le fédéralisme et met en place la décentralisation.

Le partage du Cameroun allemand en deux morceaux inégaux, l'un britannique, l'autre français a posé les bases d'un État belligère. La configuration majoritaire/minoritaire suscite et nourrit parmi les minoritaires (anglophones) comme parmi les majoritaires (francophones) une conscience d'appartenance. La

position minoritaire est dévalorisante socialement, elle équivaut à un « stigmat » dans l'interaction sociale. Très tôt, conscients de leur différence et du jugement majoritaire, les minoritaires s'arrangent avec la nuisance sociale de leur stigmat. La stratégie la plus fréquente est le conformisme, l'effort pour ressembler au majoritaire et le contrôle vigilant de la visibilité du stigmat : l'effort pour s'assimiler. Cet effort d'assimilation est lié à cette mobilité du groupe minoritaire hors de leurs frontières linguistiques d'une part, et à l'inégalité dans la distribution des équipements sociaux et des richesses économiques d'autre part.

1. 2. Le modèle de l'État unitaire : fabrique des identités protestataires au NOSO

Le passage de la République fédérale du Cameroun à un État unitaire laisse entrevoir la marginalisation de la partie anglophone. Les élites de cette partie du Cameroun vont contester la création d'un État unitaire. Bernard Fonlon s'exprime publiquement au congrès national de l'UNC en 1972, critiquant le passage à la République unitaire. D'autres personnalités anglophones comme Albert Mukong et Gorji Dinka y sont farouchement opposés. John Ngu Foncha et Augustine Ngom Jua, quant à eux, envoient des correspondances privées à Ahmadou Ahidjo et s'expriment dans la presse d'État pour marquer leur opposition (International Crisis Group, 2017, p.6). Lorsque le Président Paul Biya succède au Président Ahmadou Ahidjo en novembre 1982, il accentue le centralisme en divisant le 22 août 1983, la région anglophone en deux provinces (Nord-Ouest et Sud-Ouest).

En 1984, on passe de la République Unie du Cameroun à la République du Cameroun. Les anglophones constituent des mouvements et associations pour résister à ce qu'ils perçoivent comme une assimilation. En 1994, lorsque le gouvernement, sous la pression du Fonds Monétaire International (FMI), annonce la privatisation de la Cameroon Development Corporation (CDC), qui joue un rôle économique et social majeur en zone anglophone, ils s'y opposent en vain. La même année, le gouvernement envisage l'uniformisation des deux sous systèmes éducatifs anglophone et francophone, il se heurte à une forte résistance des syndicats d'enseignants et de parents d'élèves ; et par un décret présidentiel le General Certificate of Education (GCE) Board indépendant est créé. L'unification laisse un sentiment de régression économique dans les deux régions anglophones, car elle entraîne la centralisation et/ou le démantèlement des structures économiques du Cameroun occidental. Le processus d'unification laisse surtout une impression de recul démocratique, d'assimilation culturelle et de déclassement politique.

L'ouverture au multipartisme dans les années 1990 est une occasion de dénoncer le centralisme et de prôner le fédéralisme comme modèle de gouvernement. Le Social Democratic Front, un parti d'opposition anglophone est créé le 26 mai 1990 à Bamenda dans le Nord-Ouest par John FruNdi. On assiste à la démission de John NguFoncha et de Salomon Tandem Muna, du Rassemblement

Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) en 1990 et du Comité Consultatif en 1994. Ils dénoncent ouvertement l'assimilation des anglophones. La même année, une deuxième All Anglophone Conference (AAC2) est organisée à Bamenda avec pour leitmotiv le fédéralisme à deux États ou la sécession. En 1995, des mouvements tels que le Southern Cameroons National Council (SCNC), la Southern Cameroons Youth League (SCYL), demandent le retour au fédéralisme à deux États ou la sécession. D'autres initiatives diplomatiques ont été menées depuis 1996 par le SCNC à l'ONU, à la Cour Africaine de Banjul, au Commonwealth et auprès des ambassades. Dans le même temps Tandem Muna et John Ngu Foncha lancent des offensives diplomatiques à l'ONU pour réclamer l'indépendance du Southern Cameroons.

Après les années 1990, les protestations anglophones se focalisent sur le plaidoyer de la diaspora anglophone à la communauté internationale et la formation d'une conscience anglophone à travers le système éducatif, les écrits d'intellectuels anglophones, les églises, les associations et les médias locaux. Les militants du SCNC continuent toutefois d'organiser des protestations dans les régions anglophones chaque 1er octobre et quelques actions spectaculaires comme la proclamation de l'indépendance de l'Ambazonia Republic sur radio Buea en 1999 et en 2009. Les séparatistes anglophones vont créer l'Ambazonia Governing Council en 2013 et en 2017, ils proclament la République fédérale d'Ambazone (Jeune Afrique, 2019, p. 35-40). Face au séparatisme contestataire de la forme de l'État se situe un pouvoir dont l'idéologie repose sur l'indivisibilité et le centralisme.

L'idéologie de l'État-nation indo-européenne fait de l'État l'essence territoriale d'un groupe culturel usant des rapports de forces du moment pour soumettre d'autres groupes sociaux et culturels, du territoire qu'il régent à sa philosophie et à sa vision du monde par une politique de négation de l'autre : l'assimilation. Le projet assimilationniste généré par l'État unitaire jacobin est freiné par des sursauts de révoltes réelles ou diffuses des anglophones. Ces sursauts de révoltes réelles que nous appelons le social. Ces solidarités d'« en bas » qui sont inventées pour faire face à « l'État des autres, un émigré qui ne peut pas prendre les autochtones en charge » (Motaze Akam, 2009, p.216).

2. De la grève d'octobre 2016 à l'extrémisme violent au NOSO

La crise actuelle commence le 11 octobre 2016 à Bamenda par une grève des avocats du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Leurs revendications portent sur le non-respect de la Common Law dans ces deux régions. Ils réclament la traduction en anglais du Code de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) et d'autres textes de lois. Ils critiquent la francophonisation des juridictions de la Common Law, qui se traduit par l'affectation en zone anglophone des magistrats francophones ne maîtrisant ni la Common Law, ni l'anglais, et par l'affectation de notaires, alors que cette fonction est exercée par les avocats dans le

système de la Common Law. Le 8 novembre 2016, les avocats mobilisent des centaines de personnes pour une marche à Bamenda et réitèrent leur demande d'une restauration du système de la Common Law et du fédéralisme. Au cours de cette mobilisation collective, des affrontements entre manifestants et gendarmes éclatent faisant état de plusieurs blessés.

Le 21 novembre 2016, les enseignants anglophones entrent en grève. Ils posent le problème du manque d'enseignants, celui de l'affectation d'enseignants francophones dans leurs régions et du non-respect du caractère « anglo-saxon » dans les écoles et dans les universités de la zone anglophone. Se joignent à eux, quelques milliers de personnes aux revendications diverses, allant de l'absence de routes dans le Nord-Ouest à la marginalisation des anglophones. La manifestation est dispersée par la police et l'armée. Des dizaines de personnes sont arrêtées. Plusieurs autres incidents ont lieu à Bamenda fin novembre et entraînent des émeutes. Le 28 novembre 2016, la crise jusqu'alors contenue au Nord-Ouest se propage au Sud-Ouest. Les étudiants de l'Université de Buea organisent une marche pacifique sur le campus pour réclamer le versement de la prime d'excellence du chef de l'État, dénoncent l'interdiction en 2012 de l'University of Buea Student Union (UBSU), et protestent contre l'instauration d'une pénalité en cas de retard de paiement des frais de scolarité et des frais additionnels pour consulter les résultats des examens. Le recteur de l'Université réagit en faisant entrer la police sur le campus, qui réprime les étudiants.

La confrontation la plus violente a lieu le 8 décembre 2016 à Bamenda lorsque le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) tente d'organiser un rassemblement dans les régions anglophones en crise. La foule en colère empêche la tenue du rassemblement et de violents affrontements avec les forces de sécurité font au moins quatre morts et plusieurs blessés. Une cinquantaine de personnes sont arrêtées, un commissariat de police, des édifices et des véhicules administratifs sont incendiés (Rapport de la CNDHL, 2017). Le Premier ministre, le secrétaire général du RDPC, le gouverneur du Nord-Ouest et le conseiller à la sécurité nationale, censés participer au rassemblement, doivent se cloîtrer toute la journée dans la résidence du gouverneur pour échapper aux violences. Le gouvernement réagit à ces manifestations en militarisant la région. D'autres incidents ont lieu en janvier et février 2017 à Bamenda et dans d'autres villes comme Ndop. Ils entraînent des émeutes qui font au moins trois morts, tandis que des véhicules et des bâtiments administratifs sont incendiés.

Face à la crise anglophone, le gouvernement entame des discussions avec les syndicats en grève. Fin novembre 2017, le Premier ministre crée un Comité interministériel ad hoc chargé de mener les négociations. Il est constitué de quatre ministres et placé sous la supervision du directeur de cabinet du Premier ministre. Les avocats et les enseignants anglophones forment en décembre 2017, un consortium, le Cameroon Anglophone Civil Society Consortium (CACSC). Il est initialement constitué de quatre associations d'avocats et de plusieurs syndicats

d'enseignants, avec comme président Félix Khongo Agbor Balla, secrétaire général Fontem Neba et trésorier Wilfred Tassang. Suite à ces revendications suivies des violences, les écoles vont fermer, les villes mortes sont mises sur pied. Après l'arrestation des dirigeants du Consortium le 17 janvier, le gouvernement prend des mesures d'apaisement. Il annonce le recrutement de 1000 enseignants bilingues, une subvention de 2 milliards de francs CFA (3 millions d'euros) pour les écoles privées et le redéploiement d'enseignants francophones hors des régions anglophones. Le 23 janvier 2017, le Président de la République crée une Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme.

D'autres mesures vont suivre, ainsi, le 30 mars 2017, une section Common Lawest créée à la Cour Suprême et à l'École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM). On augmente le nombre d'enseignants de langue anglaise à l'ENAM, des magistrats anglophones sont recrutés, des départements de Common Law sont créés dans des universités francophones et l'autorisation provisoire pour les avocats anglophones de continuer d'exercer les fonctions de notaire dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. La population réclame par la suite, la libération des personnes détenues et l'ouverture d'un dialogue sur les réformes constitutionnelles nécessaires pour l'instauration du fédéralisme. La crise anglophone qui perdure depuis près de sept ans, a eu des effets socioéconomiques dévastateurs dans lesdites régions. Les déplacés internes se compte en centaines de milliers. Au mois d'août 2021, près de 712000 déplacés à l'intérieur du pays, dans les régions anglophones du pays, ainsi que dans les régions francophones du littoral, de l'Ouest et du Centre. Au moins 2,2 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire (Human Rights Watch, 2022). Les groupes radicaux séparatistes qui se sont constitués ont aujourd'hui recours aux intimidations, menaces, enlèvements, rançons et violences rendant l'établissement de la paix difficile dans les deux régions.

La crise anglophone n'est pas que le reflet de stratégies individuelles d'entrepreneurs politiques en mal d'assises électorales et sans ancrage populaire sérieux. Elle « reflète bien des aspirations démocratiques d'une population qui se considère comme des citoyens de seconde zone. Certes, sur de nombreux aspects les anglophones ne se distinguent pas substantiellement de leurs homologues francophones ; ils ne vivent pas des difficultés plus aigües au quotidien, ni ne se montrent forcément plus négatifs. En revanche, il est un domaine où la « question anglophone » prend corps : la défiance massive à l'égard du pouvoir et des institutions publiques.

2.1. Grand Dialogue National et construction de la paix

Pour une sortie de crise, le Président de la République va appeler à un « Grand Dialogue National » le 10 septembre 2019. Il se tiendra à Yaoundé du 30 septembre au 04 octobre 2019, dont le but est de trouver une issue au conflit. Ce dialogue a pour but, dans le cadre de la Constitution, d'examiner les mécanismes

susceptibles de répondre aux aspirations profondes des Camerounais. Toutefois, les questions liées à la nature de l'État ne sont pas à l'ordre du jour. Malgré le refus des séparatistes de prendre part à ce Grand Dialogue National, y ont pris part les membres du gouvernement, la société civile, le clergé, les chefs traditionnels, les ex-combattants, les représentants des partis politiques et certains acteurs de la communauté internationale. Les conclusions du Grand Dialogue National portent sur l'amélioration de la pratique du bilinguisme, l'enracinement de la diversité culturelle par la mise en œuvre stricte de l'équilibre national et un accès équitable aux services publics et aux corps des forces de sécurité ; l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de cours sur la fraternité intercommunautaire. Le système éducatif ; le système judiciaire ; le retour des réfugiés et des déplacés internes ; la reconstruction et le développement des zones touchées par la crise ; le désarmement ; la démobilisation et la réintégration des ex-combattants ; le rôle de la diaspora dans la crise et sa contribution au développement du Cameroun ; la décentralisation et le développement local, etc. Ces résolutions sorties du Grand Dialogue National n'ont pas empêché l'enlèvement de la guerre dans ces deux régions. Le Grand Dialogue National n'a pas réussi à mettre tous les protagonistes autour de la table des négociations, pour la simple raison que l'État camerounais ne pouvait pas discuter avec séparatistes. L'échec de ce dialogue national se lit également au travers du rejet par l'État d'ouvrir une discussion sur la forme de l'État. Cette question de la forme de l'État qui est le soubassement de la lutte armée des séparatistes contre l'État camerounais. Le fédéralisme est donc vilipendé par les sécessionnistes comme la meilleure forme de gouvernement.

La crise du NOSO qui s'accompagne de celle du lien social, interroge le contrat de société en vigueur jusque-là. Elle se manifeste par une expression ouverte et même bruyante des replis identitaires : l'identité linguistico-culturelle des Anglophones organise alors l'assaut contre le projet hégémonique jacobin à l'œuvre dans le pays depuis près de trente ans. Les phénomènes identitaires appréhendés non comme des pathologies mais sous l'angle des pratiques sociales, rendent compte de la trajectoire historique du contexte dans lequel elles se réalisent. En tant que conflits donc, la question anglophone et les querelles des deux blocs culturo-linguistiques coloniaux doivent être appréhendés pour ce qu'ils sont dans ce contexte, c'est-à-dire des formes d'énonciation du politique qui font la lumière sur les logiques de fonctionnement propres du champ politique camerounais, notamment sur l'éthos conflictualiste.

De nombreux auteurs montrent que les différentes revendications de la communauté anglophone vont de la réclamation du retour au fédéralisme ou au séparatisme pur et simple. À première vue, la question anglophone est un problème de gestion d'une minorité linguistico-culturelle au sein d'un État majoritairement francophone. Mais à bien y regarder, le problème est plus complexe qu'il ne paraît. Une attitude d'autoréflexivité conduit à prendre la question anglophone pour ce qu'elle est c'est-à-dire une revendication en réalité investie d'une double

signification dont la première permet l'accès à la seconde. Officiellement, ce qui fait problème c'est le jacobinisme inhérent au projet hégémonique à l'œuvre au Cameroun depuis l'unification du pays en 1972 et le non-respect du biculturalisme promis par les autorités en place à l'occasion de la réunification du Cameroun Oriental et du Northern Cameroon en 1961. Le modèle français jacobin tente d'ajuster l'État à la Nation à un principe unitaire.

Au Cameroun, c'est l'État qui a unifié la Nation en créant une communauté de citoyens, c'est-à-dire en imposant à tous les ressortissants les mêmes règles et les mêmes institutions politiques et administratives, sans tenir compte des particularismes sociaux existants. Ces particularismes sociaux vont se regrouper pour défendre leurs intérêts propres et leurs identités sociales particulières. Ils construisent leurs réseaux de communication et de solidarité, définissent « le projet » qui les réunit, c'est-à-dire entre autres un système de valeurs, de normes et de représentations adaptés à leur positionnement dans l'espace public. Changer de référents politiques au Cameroun amène à d'autres modèles, d'une part, et d'autre part, à comprendre que la construction d'un État ne signifie pas forcément de gommer les différences entre les communautés qui composent cet État, mais conduit à une intégration des particularités nationales.

L'initiative gouvernementale de convoquer un Grand Dialogue National, rejoint la pensée habermassienne d'« activité communicationnelle » pour la construction de la paix sociale. Pour J. Habermas et J. Rawls (1997) le dialogue, « l'intersubjectivité » et « l'intercompréhension » sont producteurs de paix sociale. Ils sont « transculturels » et donc susceptibles d'être acceptés par tous. Ils ont une portée universelle. L'activité communicationnelle vise l'intercommunication et l'entente, car suppose que l'autre est une personne responsable et digne de respect. A la notion d'activité communicationnelle, J. Habermas joint celle d'« espace public de débat » qui étant ouvert à tous renforce « le sentiment d'appartenir à une même communauté de communication » comme le souligne E. Aujaleu (1996, p.16). Cependant, la théorie de l'activité communicationnelle trouve ses limites dans ce cas de situation de violence vécue aujourd'hui au Cameroun, le gouvernement ne veut pas parler aux « amba boys » et vis-versa. Non seulement ces deux protagonistes ne veulent pas se parler, mais ils ne sont pas en situation de se parler.

Les tenants des théories de la confiance et de la reconnaissance. Ces théories montrent que la confiance est un autre nom de la paix durable. Elle est beaucoup plus que la cessation des hostilités. Elle est le contraire de la méfiance. Elle est l'émanation d'une réconciliation voulue comme le souligne A. Marty (1997). La logique de la reconnaissance est appréhendée comme un préalable à une manière de se supporter mutuellement.

2. 2. Construction d'un État multiculturel comme solution à la résolution de la crise du NOSO

La nation africaine est à la fois une communauté culturelle et politique, distincte de l'État et indépendante de celui-ci, Mwayila Thsiyembe (1999, p.2) parle de « nation sociologique ». Dans la même lancée, il montre que c'est un brassage, un mélange d'individus qui sont historiquement, culturellement et politiquement situés les uns par rapport aux autres. Le seul critère discriminant c'est l'altérité, la différence dans le sens de nous et eux. La nation sociologique africaine, intègre la figure de l'autre comme constitutive d'intégration, c'est une organisation intégratrice, qui accepte la différence et respecte la diversité. Il parle de « croissance horizontale ». Contrairement à l'État-nation occidental, l'Autre est le plus souvent celui auquel je ne m'identifie pas et que je tiens pour extérieur à ma communauté. L'État-nation européen, quant à lui, réclamant la priorité du sujet devenu citoyen, il a été en même temps facteur d'émancipation et d'exclusion. Au sein de la communauté nationale et dans l'espace public, l'individu est citoyen avant d'être l'Autre, porteur de différences privées devenues secondaires, accessoires, mais hors de cette communauté, l'Autre devient brutalement un étranger c'est-à-dire une personne hors du commun, fondamentalement différent, irréductible au droit commun (B. Badie et M. Sadoun, 1996, p.18).

Dans les sociétés africaines, la volonté de vivre ensemble autant que la volonté de se soumettre à une autorité, ont pour socle la multiculturalité. Les cultures quelles qu'elles soient se forment, se construisent dans l'interaction avec les autres cultures, grâce au mélange, au métissage. Le rejet ou la fuite des particularités culturelles conduit à l'agressivité, à la peur et aux sentiments négatifs, ce qui entraîne, des renfermements aux cultures étrangères, au lieu d'une ouverture. Pour cela :

La connaissance et l'acceptation de l'altérité, de l'irréductibilité de l'autre ouvrent la voie à l'entente, à la coopération, à la sympathie. L'autre doit être découvert ; aujourd'hui, en son absence, aucune formation à l'interculturalité n'est possible. Déjà, le processus de socialisation nécessite la présence de l'autre en tant qu'élément extérieur, par rapport auquel l'intériorité du jeune individu peut se développer (H. Remi et C. Wulf, 1999, p.16)

Cette manière d'être, de vivre avec soi et avec les autres, trouve son explication dans cette volonté d'autonomie et un sentiment d'unité, de solidarité et de coresponsabilité qui sont développés par l'éducation, la littérature, la culture ou même la communauté des valeurs que par des contrats sociaux, les institutions, ont pour rôle de promouvoir la positivité de l'homme (Kabongo-Kanundowi et Bilolo-Mabinge, 1994, p.85). La typologie géoculturelle au Cameroun est celle d'une société qui a pour fondement la multiculturalité. Dans la société camerounaise d'aujourd'hui, la question de l'incommunication entre les cultures placées, sous la même autorité trouve son explication dans cette désintégration des sociétés et

l'inadaptabilité des institutions politiques occidentales importées en terre camerounaise. Malgré l'instauration de l'État unitaire avec le parti unique, le Cameroun est resté multiculturel. Ce pouvoir traditionnel endogène qui acceptait la différence culturelle, et l'interculturalité avait compris que l'épanouissement d'une société ne passe que par l'acceptation des différences qui est le propre même de la nature et des sociétés constituées.

La guerre du NOSO a eu pour conséquence une forte migration interne des camerounais d'expression anglaise vers les zones francophones, ces déplacements internes ont permis ce brassage, ce mélange, cette interculturalité. Les espaces tels que l'école, les marchés, les réunions de parents d'élèves, les restaurants, deviennent des espaces d'apprentissage de l'autre et d'acceptation de sa culture. Les francophones et les anglophones qui se côtoient dans ces espaces, sont les uns et les autres engagés dans la voie de la coopération, de l'entente, de la sympathie, du dynamisme entre les cultures. Le conflit comme le montre G. Simmel (2003) a pour centralité la régulation et l'intégration sociale.

3. De la décentralisation sociale à la construction de la paix

La décentralisation est perçue comme un processus par lequel l'État confie des compétences et des moyens d'action publique à des collectivités territoriales jouissant d'une certaine autonomie. Cet outil institutionnel sur lequel s'appuie l'État pour garantir la paix sociale au Cameroun peut-il jeter les bases de la sécurité sociale dans les régions du NOSO ? Le caractère unitaire de l'État n'exige-t-il pas de ce dernier un contrôle plus ou moins étroit des collectivités décentralisées ? Dès lors que la politique générale est gérée et administrée par le pouvoir central, la marge de manœuvre de ces collectivités territoriales décentralisées est donc restreinte et contrôlée. La décentralisation autant que le fédéralisme tant revendiqué par les anglophones ne sont-ils pas tous les deux les adjuvants de l'État unitaire ? Toutefois, la question de la décentralisation au Cameroun au sortir du Grand Dialogue National intègre le souci de la participation des citoyens à la gestion de leurs territoires. Elle est pensée par le gouvernement camerounais comme un instrument pouvant asseoir la paix dans cette partie du territoire. Cependant, cet instrument mis en œuvre pour assurer la paix sociale, est aux mains des élites locales souvent corrompues, qui ne répondent pas de manière équitable aux attentes et aux besoins des populations. Cet état de fait fragilisé de plus en plus la paix dans le NOSO.

La décentralisation comme instrument de paix sociale nous interpelle à repenser la question de territoire. Le territoire est une mosaïque de terroirs. Or, l'idée de terroirs qui épouse celle de nos cultures camerounaises de « l'espace », dépasse le concept occidental de territoire. Le terroir est un espace pensé comme « cadre de vie, tissé des réseaux, des flux d'échanges et des lieux de mémoire, attachant les êtres humains à leur sol et à leur environnement » (Mwayila Tshiyembe, 1990, p.14). La fédération de ces terroirs en appelle aux liens sociaux

de coprosperité économique, social, culturel infra et extraterritoriaux, sur lesquels repose une nouvelle génération des unions économiques régionales et sous régionales. Dans cet esprit, la frontière entre les terroirs cesse d'être seulement une ligne de démarcation des uns par rapport aux autres pour devenir une ligne de coresponsabilités en matière économique, sociale, culturelle, défense-sécurité ; aussi bien au service de l'État, des individus (citoyens) que des diverses communautés constitutives de l'État. Le terroir comme soubassement de la décentralisation en appelle à la réhabilitation de la chefferie traditionnelle au niveau local ou rural cadre par excellence dans lequel se construit le social dans le sens du « vivre-ensemble », de « l'être-ensemble... » (Motaze Akam, 2009, p.54).

La création des collectivités décentralisées de base au niveau rural permet la revitalisation des solidarités et du solidarisme qui lui sont inhérents et qui forgent souterrainement la puissance et la vitalité des villages camerounais pour paraphraser le même auteur. Cette intégration des chefferies au processus de décentralisation entraîne ainsi à la participation des populations locales et donc met en œuvre une démocratie locale. Motaze Akam (2009, p. 39-47) indique que « Le social ici est une réalité relationnelle qui s'impose dans la pratique de la vie quotidienne des camerounais. Il est à la base du tout social et apparaît comme constitutif de tout ce qui se rapporte à la société ». La sociabilité autant que la solidarité constituent un défi politique permanent, dont les enjeux sont d'ordre économique, social et culturel (Mwayila Tshiyembe, 1999, p.7).

Ce qui est en crise en dans le NOSO en particulier et au Cameroun en général, c'est le lien social qui faisait tenir les camerounais ensemble. L'instauration seule d'un nouveau lien social est à même de conjurer la haine et les violences. Les jeunes des deux sexes sont ceux qui souffrent le plus du manquant de perspectives économiques, sociales et politiques. Ce sont ces jeunes qui sont au centre de la rupture du lien social dans le NOSO. Ils se désignent eux-mêmes comme « ambazoniens ou amba boys ». L'Ambazonia Republic (la république d'ambazonie) a été déclarée en 1999 par les séparatistes anglophones. Les « amba boys » sont ceux qui partagent l'idéologie séparatiste anglophone et qui sont en guerre contre la République camerounaise. Ils se désignent comme ceux situés hors de la République camerounaise, les exclus de la société. C. Le Bart et R. Lefebvre (2005, p.11) montrent que « c'est par les liens de proximité que les liens sociaux et politiques sont appelés à être refondés, ... ». Traditionnellement, la décentralisation est associée à la proximité. Ces deux auteurs soulignent que la proximité est considérée comme une valeur sociale refuge dans un monde pensé comme sans repères, impersonnel, anémique, complexe... Réservoir de solutions, elle est unanimement célébrée pour ses vertus pacificatrices, réparatrices, unifiantes, impliquantes (Idem., p.12). Dans la même lancée ils soutiennent que la proximité est « comme une idéologie du « lien social », elle apparaît comme la réponse apportée à une société perçue comme « émietée », « atomisée », « éclatée »

(idem). La proximité joue un rôle dans la construction du lien social, le lieu de la participation aux décisions.

En réconciliant l'État avec les citoyens et les nations qui lui donnent corps et signification, la démocratie sociale est une philosophie d'action destinée à jeter les bases d'un nouveau lien sociétal sinon d'un nouveau pacte social. La démocratie sociale est investie de la mission de coupler la citoyenneté avec la multiculturalité en tant que matrice d'une nouvelle société civile multiculturelle, elle fait des droits sociaux (droit au travail, droit à la santé, droit au logement, droit à l'éducation, droit à la sécurité sociale, droit d'être à l'abri de la faim etc.), la base de la citoyenneté sociale.

Motaze Akam (2009, p.517) appréhende la culture comme un élément constitutif de la paix sociale. Pour lui la culture est « un faisceau de significations qui fondent non seulement l'identité des sociétés, mais contribuent également à leur transformation à travers leur œuvre de créativité artistique, scientifique, littéraire, intellectuelle, etc. ». Il montre que la démocratie intellectuelle est une ouverture à la multiculturalité, au dialogue des cultures. Parler du droit à la culture correspond au droit à la reconnaissance du droit à la différence. La citoyenneté culturelle passe par la consécration des droits culturels (droit de participer à la vie culturelle par la production scientifique, littéraire, artistique ; droit de pratiquer sa religion, ses us et coutumes, de parler sa langue...), en tant qu'œuvre de liberté, c'est-à-dire des droits de l'homme et des peuples. L'obligation que ces droits culturels créent pour chaque citoyen et chaque nation devra responsabiliser tout le monde, en inculquant aux uns et aux autres, les vertus de la tolérance, de ce qui est différent et du respect de l'autre.

Conclusion

La question de la paix au NOSO ne peut trouver d'issue que dans la réinvention de l'État-nation importé en Afrique noire. Changer la problématique de l'État unitaire jacobin au Cameroun c'est saisir la nature de l'État, comme déterminée par la nature de la société qui l'a produite, et qui lui donne corps et signification, à travers les acteurs, les structures, les logiques sociales mises en situation face aux enjeux internes et externes et aux défis à relever. Ainsi le modèle traditionnel multinational africain s'impose comme la seule perspective, qui épouse les contingences culturelles, sociales et historiques qui permettent aussi bien aux différentes nations encore nommées ethnies qui constituent le Cameroun et à l'État réconciliés, de disposer de la capacité de se gouverner eux-mêmes, en réveillant les intelligences et en rassemblant les dévouements, à la lumière de leur projet de société démocratique plurale (Mwayila Tshiyembe, 1999).

Cette nouvelle société multiculturelle est une condition sine qua none à la résolution des crises politiques endogènes entretenues par l'État importé, un État « émigré qui ne prend pas en charge les autochtones » (Motaze Akam, 2009, p.216). La décentralisation ou la démocratie sociale est un projet de société fondé

sur les solidarités non pas naturelles mais construites par les acteurs eux-mêmes. Relation de solidarité et connaissance d'autrui sont des éléments déterminants pour la construction (d'un État) social. Ce sont des médiations pour s'intégrer, autrement dit pour se reproduire à tous les niveaux des champs sociaux (économique, politique, culturel, environnemental, symbolique, idéologique, etc.) (Ibidem, p.66). La résistance à tous ces soubresauts d'extrémisme violent vient du social ou de la solidarité sociale.

Bibliographie

- ANJALEU Edouard, 1996, « Le communautarisme : un retour à la tradition ? Cercle Condorcet, Montpellier, décembre.
- BADIE Bertrand, 1992, L'État importé, Fayard, Paris.
- BADIE Bertrand, et SADOUM Marc, 1996, L'autre, Presses des sciences politiques, Paris.
- CNDHL, 2017, Rapport sur l'état des droits de l'homme au Cameroun.
- HABERMAS Jürgen et RALWS John, 1997, Débat sur la justice politique, Paris, Cerf.
- HESS Remi et WULF Christoph, 1999, Parcours, passages et paradoxes de l'interculturel, Anthropos, Paris.
- HUMAN RIGHTS WATCH, 2022, Rapport, Cameroun, Événements 2021, 27 juin.
- ICG, 2017, « Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins », Rapport Afrique No. 250, International Crisis Group, Bruxelles, août.
- JEUNE AFRIQUE, 2019, novembre.
- KABONGO-KANUNDOWI et BILOLO-MUBABINGE, 1994, Conception bantou de l'autorité, Munich-Kinshasa, Presses universitaires africaines.
- LAROCHE Josepha, 1998, Politique internationale, Paris, LGDJ.
- LE BART Christian et LEFEBVRE Rémi, 2005, Une nouvelle grandeur politique ? Presses universitaires de Rennes.
- MARTY André, 1997, Un impératif : la réinvention un lien social au sortir de la turbulence. Expérience du Nord Mali, approches et problèmes pratiques, IRAM, Août
- MOTAZE Akam, 2009, Le social et le développement en Afrique, Paris, L'Harmattan.
- MWAYILA Tshiyembe, 1990, L'État postcolonial, facteur d'insécurité en Afrique, Paris, Présence africaine
- MWAYILA Tshiyembe, 1999, « l'État multinational comme modèle politique et constitutionnel des sociétés plurinationales », <http://www.eur.nl/frg/iacl/papers/tshiyembe.htm>
- Rapport Afrique de Crisis Group, 2010, « Cameroun : État fragile ? », N°160, 25 mai
- SIMMEL Georg, 2003, Le conflit, Circé, Belval.